

Burundi : l'opposition dénonce la "vague de répression aveugle et sanglante"

@rib News, 17/10/2015 â€“ Source Belga Le Conseil national pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la Réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit (CNARED, opposition) a dénoncé samedi la "vague de répression aveugle et sanglante qui s'est emparée de tout le pays" à la suite de la défection controversée du président Pierre Nkuzunziza en juillet, qui a fait des centaines de morts et contraint des centaines de milliers de personnes à prendre le chemin de l'exil. "Cette répression est beaucoup plus féroce dans les quartiers de la capitale et dans les communes du pays qui ont pris le devant dans la contestation du 3e mandat présidentiel de Pierre Nkuzunziza. Cette répression aveugle a permis la réalisation d'un coup d'Etat constitutionnel qui a porté au pouvoir l'ancien président burundais Pierre Nkuzunziza le 20 août 2015, plongeant par la même occasion le Burundi dans l'incertitude et le chaos total", a ajouté ce mouvement dans un communiqué reçu par l'agence Belga.

"Des massacre de masse prennent l'allure d'un génocide politico-ethnique" Depuis ce coup d'Etat, le gouvernement qui en est issu en collaboration avec la hiérarchie du parti (présidentiel, le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces pour la défense de la démocratie) CNDD-FDD, avec la complicité de certains hauts gradés de la police et de l'armée, a décidé d'exterminer tous les citoyens (civils, militaires et policiers) opposés au 3e mandat de Nkuzunziza, poursuit le CNARED. Selon ce mouvement, "des massacre de masses qui prennent l'allure d'un génocide politico-ethnique sont observés dans tout le pays". "Pour faciliter ces massacres de masse, quelques agents de la police de protection des institutions se placent dans les quartiers présidentiels et simulent des attaques des groupes armés. Par la suite, des agents du service national des renseignements burundais, de la brigade anti-émeute et de la police de protection des institutions appuyés par ses miliciens Imbonerakure (issus du parti présidentiel) et Interahamwe (une référence aux génocidaires rwandais de 1994 désormais regroupés au sein des Forces démocratiques de Libération du Rwanda, FDLR) sont déployés dans ces quartiers présidentiels pour soi-disant poursuivre ces groupes armés. Ils entrent systématiquement dans les maisons habitées, forcent certains habitants ciblés d'avance de sortir de leurs maisons, leur ordonnent de s'agenouiller et les massacrent le plus souvent chacun d'une seule balle dans la tête, ajoute le CNARED. Selon ce mouvement, "faute de médias locaux pour informer la communauté nationale et internationale de ce climat de terreur, les médias internationaux qui osent dire la réalité de ce qui se passe au Burundi sont aussi accusés à tort de soutenir le terrorisme". "Tout pays qui accepte les Burundais forcés à l'exil sur son territoire ou qui condamne ces actes de violence aveugles est aussi accusé à tort par le régime illégal de Bujumbura de contribuer à la déstabilisation du Burundi", ajoute le communiqué. Réfugiés en Belgique Une partie de ces opposants a trouvé refuge en Belgique, où le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, a rencontré vendredi le militant des droits de l'homme burundais Pierre Claver Mbonimpa, qui a fui son pays en août après la tentative d'assassinat dont il a été victime à Bujumbura. M. Reynders a exprimé à cette occasion son soutien la société civile au Burundi qui travaille dans un contexte particulièrement difficile et salué le président de la ligue des droits de l'homme burundaise (APRODH) pour le courage dont il a fait preuve, selon le Service public fédéral (SPF) Affaires étrangères. Le chef de la diplomatie belge a également présenté ses condoléances à M. Mbonimpa pour la perte de son gendre, Pascal Nshimirimana, qui a été brutalement assassiné vendredi dernier à Bujumbura.